

MYOP

/ed alcock
/zones à risque
/bnf, radioscopie de la france

ZONES À RISQUE

Ed Alcock

Dans un contexte de relance de l'énergie nucléaire, l'ambition est de documenter le quotidien des habitants des « zones à risque », ces territoires situés dans un rayon de cinq kilomètres autour des 18 centrales françaises afin de comprendre s'ils appréhendent le danger qu'ils encourent ou bien si le discours rassurant du secteur, et la richesse des communes où ils vivent, les renforcent dans leur choix de vie.

Le projet se focalise sur cinq territoires afin de révéler des problématiques différentes :

- **Belleville-sur-Loire** (Cher), où la richesse autour de la centrale tranche avec le déclin de la région
- **Tricastin** (Drôme), une zone à risque qui regroupe la plus grande densité de population
- **Blayais** (Gironde), où un accident nucléaire a été évité de justesse suite à une inondation provoquée par la tempête de 1999
- **Penly** (Seine-Maritime), où la première paire de nouveaux EPR devrait être construite
- **Fessenheim** (Haut-Rhin), que devient la zone après la fermeture de la centrale ?

Ce projet photographique a été produit dans le cadre de la grande commande nationale «Radioscopie de la France : regards sur un pays traversé par la crise sanitaire» financée par le Ministère de la culture et pilotée par la BnF.



ZONES À RISQUE

#1: BELLEVILLE-SUR-LOIRE



**« Il n’y a pas beaucoup
d’habitants ici, mais la
centrale rend beaucoup de
choses possibles. »**

Olivier Martin, Champion de France Handiboxe et
membre du Boxing Club Bellevillois. Il vit à environ
1 km de la centrale nucléaire.





« Grâce à la température de la vapeur qui s'échappe des cheminées, les gros orages contournent la centrale. Du coup, on arrive à esquiver les tempêtes ici. »

Grégory Bain, caissier dans un supermarché, habite à Neuvy-sur-Loire, à 1000 mètres de la centrale, depuis sa naissance.





« S'il y a une fuite, nous aurons un cancer du pancréas, du foie, du cœur, du poumon, du machin...mais nous n'aurons pas de cancer de la thyroïde, qui sera sauvée. »

Christian Gaudin, un agriculteur de la commune de Belleville-sur-Loire. Certains de ses champs se trouvent à quelques mètres de la centrale.







« On a besoin d'énergie...on est pas à l'âge de pierre, à se chauffer avec des feux de camp ! »

Élena Diochir parcourt plus de 60 km pour aller à la piscine de Belleville-sur-Loire. Le village, qui ne compte que 1000 habitants, reçoit d'énormes sommes d'argent grâce aux taxes payées par EDF, qui servent à financer des structures de loisirs que l'on trouve habituellement dans les villes de 100,000 habitants ou plus.





**« Belleville n'est plus
Belleville. Belleville, c'est
EDF. La centrale nous a
envahis. »**

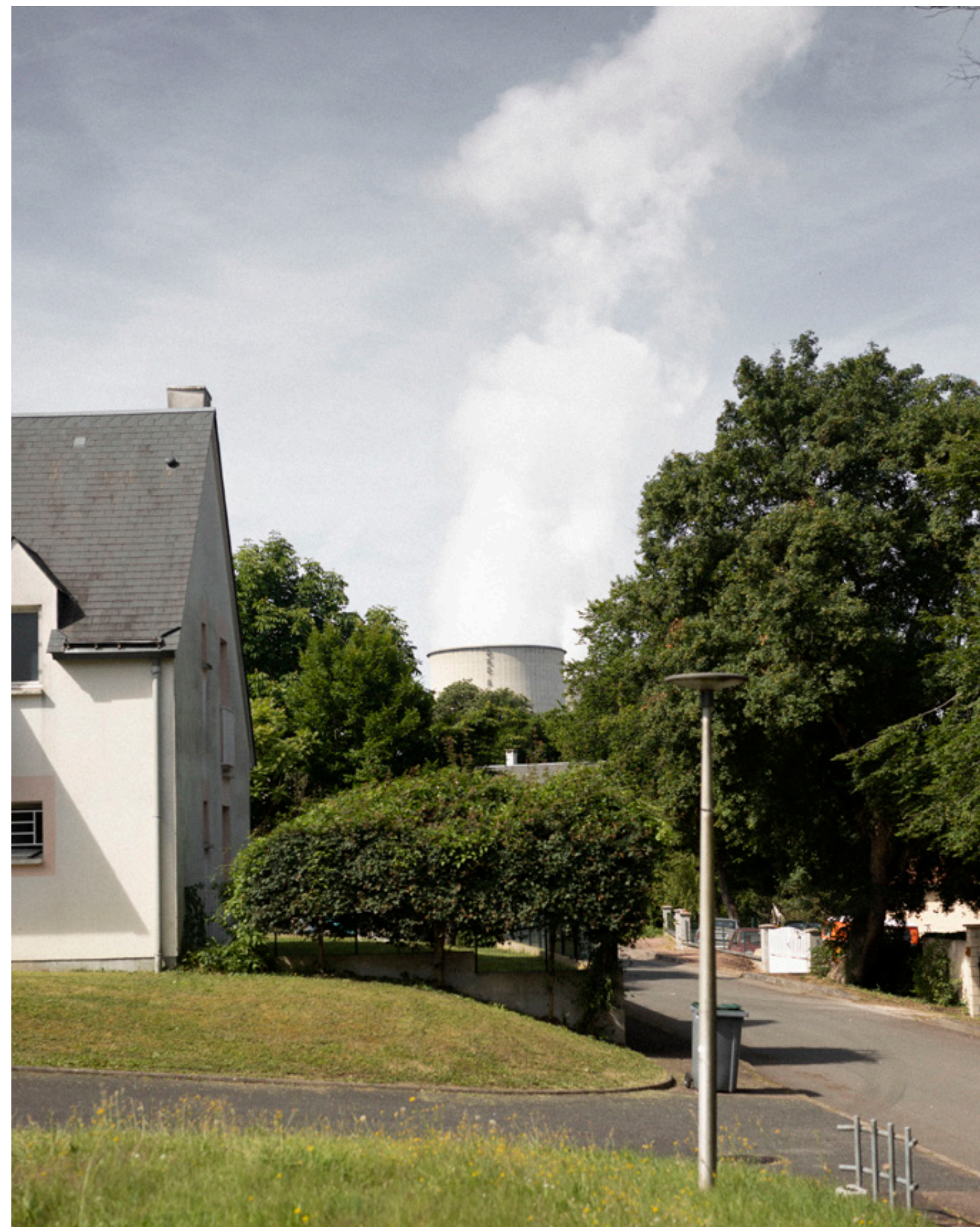
Claude Eveillé, agriculteur à la retraite, habite à
Sury-près-Léré, à 2000 mètres de la centrale,
depuis sa naissance.



**« Il n'y a aucun
inconvenient à vivre
près de la centrale...
c'est une œuvre d'art. »**

Jason Begue, ouvrier qualifié en ouvrage d'art,
Neuvy-sur-Loire, à 300 mètre de la centrale.







Françoise Pouzet et Bernadette Moreau, membres locales du réseau Sortir du Nucléaire, prélèvent des échantillons d'eau près de la centrale, pour mesurer les niveaux de radioactivité.





« La centrale nous inquiète-t-elle ? Non. De toute façon, si ca pète, on ne sera plus là à des kilomètres à la ronde. »

Fathia et Thierry Bernadini habitent à Neuvy-sur-Loire, à 700 mètres de la centrale.





**« C'était un drôle de binz...
regarder des gars, grands
comme moi, en combinai-
son, se faufiler dans des
tuyaux, dans le noir. »**

Jack Rondeau, un charpentier à la retraite, a travaillé à la centrale dans les années 1980 et 1990. Il était chargé de construire des modèles grandeur nature afin que les travailleurs puissent s'entraîner pour pouvoir passer le moins de temps possible près du cœur du réacteur.







**« La centrale électrique ?
C'est bien pour faire de
l'électricité et tout ça,
mais c'est quand même
dangereux. Il peut y avoir
des fuites radioactives
parfois, même si c'est
rare... ce serait bien de
la remplacer par des éo-
liennes... ce serait plus
écologique. »**

Mehdi Nabi, apprenti chauffagiste

**« Je suis le dernier des
Mohicans de Belleville ».**

Christian Gaudin, le dernier agriculteur de
la commune de Belleville-sur-Loire. Cer-
tains de ses champs se trouvent à quelques
mètres de la centrale.





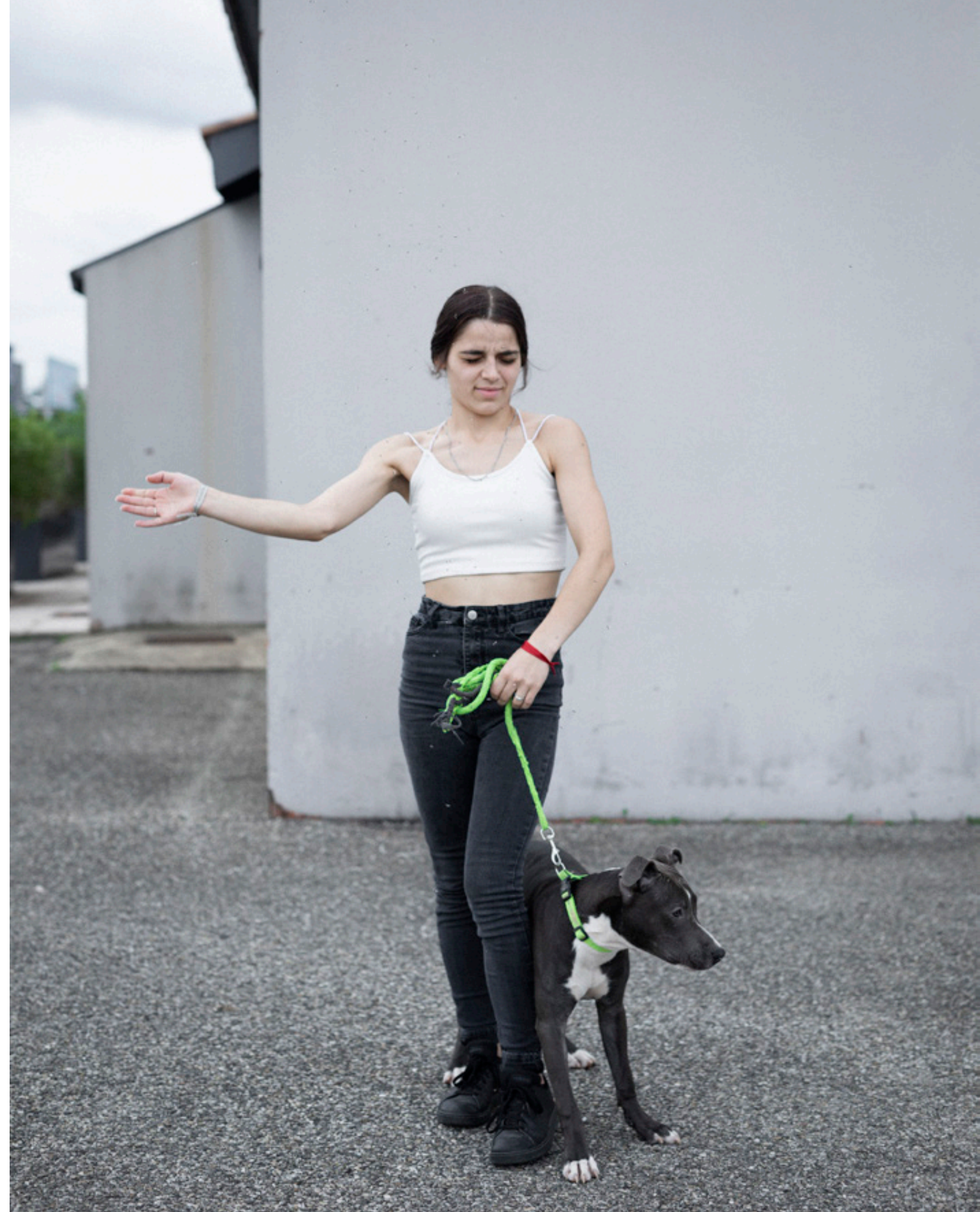
ZONES À RISQUE

#2: TRICASTIN



« C'était nul de grandir ici, ... je ne sais même pas à quoi sert une centrale. »

Jessica Fernandez, 18 ans, qui a grandi à Bollène-Écluse, a récemment déménagé à Marseille. De retour pour les vacances d'été, elle attend sa sœur, qui travaille dans un restaurant situé en face de la centrale nucléaire du Tricastin.







**« Le village a drôlement
changé depuis
l'arrivée de la centrale.
On est devenu très riche,
mais du coup, nous
n'avons pas le droit de
cracher dans la soupe: il
ne faut surtout pas
critiquer le nucléaire. »**

Christiane (enseignante) et Tahar Sellal (ingénieur pétrolier). Le couple a pris sa retraite à Saint-Paul-Trois-Châteaux, car Christiane y a grandi. Leur maison se trouve à environ 3500m de la centrale nucléaire.

« On a tendance à dire, ici, que dans chaque famille il y a un agent du nucléaire. C'est pour ça que la population est très confiante dans l'atome. »

Jean-Michel Catelinois, maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux, président de la communauté des communes (pop. 45,000) et ancien responsable chez EDF.





« Avant, la centrale n'apportait pas de travail aux Bollènois. Mais depuis quelques années, il y a beaucoup plus de contrats pour la population locale. La plupart des jeunes travaillent sur le site. »

Rachid Hamos, 30 ans, est «un pur Bollènois depuis toujours». Il travaille comme électricien télécom sur le site de la centrale du Tricastin, et est aussi le directeur sportif du Stade Abdou Séné, un club de football pour les jeunes de Bollène-Ecluse.

**« Entre la centrale et l'usine
d'enrichissement d'uranium,
c'est le plus grand site
nucléaire d'Europe. »**

Jean-Michel Catelinois, maire de
Saint-Paul-Trois-Châteaux.





« Avec le système ultra libéral actuel, où 90% du travail dans le nucléaire est fait par des sous-traitants, tout est forcément nivelé par le bas. On va avoir une déconvenue. Cela me fait très peur. »

Gilles Reynaud a travaillé dans l'industrie nucléaire pendant 33 ans. Suite à un burn-out, il a pris sa retraite de façon anticipée.





« La corrosion se situe dans un circuit qui n'a aucun contact avec le nucléaire. Je ne vois pas pourquoi on devrait en faire tout un cinéma. »

Françoise Aubert (78 ans), retraitée et ancienne attachée de communication à la centrale de Tricastin, en référence au défaut de corrosion qui a déjà mis à l'arrêt 12 réacteurs sur 56.







ZONES À RISQUE

#3: LE BLAYAIS



La centrale nucléaire du Blayais est entourée de marais, et on y accède par une route, construite par EDF, qui la relie au village le plus proche, celui de Braud et Saint Louis. Pendant la tempête, toute la zone a été inondée, rendant impossible l'accès des services de secours à la centrale, ou aux habitants.

« Quand tu te chies dessus, tu changes ta couche : heureusement, les polytechniciens ont tiré les leçons de la tempête de 1999. »

Jean Grelier, et sa famille, vivent dans une ferme située à 300 m de la centrale nucléaire du Blayais. Lors de la tempête, ils sont restés bloqués pendant près de 24 heures, observant les énormes nuages de vapeur jaillissant de la centrale inondée.



**« Henri IV a asséché le marais
au 17ème siècle. Mais avec le
changement climatique, l'eau
va revenir, je le sens. Quelle
idée de construire une
centrale ici. »**

Didier Eymard est un viticulteur biologique à Saint-Cier-sur-Gironde, dans une famille qui travaille la terre depuis au moins cinq générations.







« En 1999, c'est l'apocalypse. Une première vague brise la digue, recouvrant tout le marais d'eau. A ce moment-là, la centrale n'est pas touchée car sa digue est plus haute. Mais lorsque les eaux ont commencé à se retirer, elles se sont déversées directement dans la centrale, mettant hors service certaines pompes de refroidissement - mais heureusement, pas toutes - cela aurait pu être bien pire. »

Olivier Delbos est technicien à la conduite du réacteur à la centrale nucléaire du Blayais.

« Toute la nuit, je suis restée là, dans le coin, à tenir mon petit chien pour qu'il ne se noie pas, avec de l'eau jusqu'à ma poitrine. Mon mari était sur la table, dans un fauteuil, en train de fumer des gitanes. »

Il existe une culture du silence dans les environs des centrales nucléaires. Comme beaucoup de personnes que j'ai rencontrées, Yolande Poitevin a refusé d'être photographiée. Elle m'a cependant permis de photographier une photo aérienne qu'elle possède de sa maison, et de la centrale voisine.







**« Les autres travailleurs nous
appelaient la viande fraîche. »**

Cyrille «Nono» Martin a travaillé comme soudeur,
sur le circuit primaire, hautement radioactif, de la
centrale nucléaire pendant cinq ans, avant de
rejoindre son père, pêcheur en Gironde.





« Les poissons sont aspirés dans la centrale avec l'eau nécessaire au refroidissement des réacteurs. Il ne reste pas grand-chose pour les pêcheurs. »

William «Coco» Martin appartient à une famille de pêcheurs qui travaille sur la Gironde depuis le XVIIe siècle. Il affirme qu'en raison de la réduction des stocks de poissons, causée par les barrages hydroélectriques et la centrale, le nombre de pêcheurs a diminué de 90 % depuis 1990.





AEROPORT
N Dame des
Landes
Non Merci
NUCLEAIRE Pas Sympa

« C'était la misère ici avant l'arrivée de la centrale. Seulement 2% de la population avait des toilettes. Vous imaginez ? Sans la centrale, il n'y aurait rien ici. Les gens n'aiment pas que je le dise, mais c'est vrai. »

Jean-Michel Rigal, maire de Braud et Saint-Louis,
et ancien commerçant du village.







« Je fais partie d'une vraie famille nucléaire : mon père y travaillait, ma grande sœur y travaille, mon beau-frère, un oncle, une cousine,... beaucoup de monde. »

Sandrine Neveu vit sur l'une des cités EDF de Braud et Saint-Louis.

« Il y a des gens qui auraient peur de vivre près d'une centrale nucléaire. Pas moi. Déjà, je ne la vois pas quand j'ouvre mes volets le matin... et puis il y a plein d'avantages : la commune est riche, avec des équipements sportifs, un centre de soins, et on paie la moitié des impôts que paient les autres Français. »

David, Emily, Ninou et Lou Dehez, devant leur maison dans un lotissement EDF à Braud et Saint-Louis. David est technicien à la centrale, tandis qu'Emily est documentaliste au collège local.





« J'ai des clients qui viennent de partout, pour travailler à la centrale. Je suis heureuse ici. Je me lève le matin, et je vais directement dans mon salon. C'est mon lieu et ma vie. J'espère que je mourrai dans mon salon ! »

Martine Germy, coiffeuse à Braud et Saint-Louis depuis 40 ans.



ZONES À RISQUE

#4: PENLY



« Je suis très sensible aux ondes électro-magnétiques. Je ne peux pas prendre la route là-bas, à côté de la centrale, là où il y a tous les pylônes et tous les câbles. Je vous le jure, c'est vrai. Je dois descendre de mon vélo. Si je ne le fais pas, je prends des coups de courant partout. Partout. »

Martine Leroux vit dans le village de Penly, situé à environ un kilomètre de la centrale nucléaire éponyme.







« Le débat public ? La décision n'a pas encore été signée par le gouvernement, mais ils commencent déjà les travaux ici. Ce n'est pas nous, à notre petit niveau, qui pouvons faire quelque chose. »

Arlette Renaud, 76 ans, maire déléguée de Penly.





« On voit la valse des camions, les terrassements, beaucoup d'achats de terrains. Je vais perdre une parcelle à cause de la route qu'ils vont construire pour les convois exceptionnels, pour éviter que ça passe par les centres-villes. »

Philippe Hedoux, 53 ans, marâcher, a vécu toute sa vie à Saint-Martin en Campagne, à environ 2 kilomètres de la centrale.







« Les prochains EPR, je suis plutôt pour, pour le côté propre et il y a un réel besoin d'énergie. Je ne vois pas trop comment faire autrement. Les problèmes du nucléaire sont pas occultés mais on n'y pense pas. Même quand on va à la plage on ne voit pas la centrale. »

Pierre Pouliquen, 44 ans, est habitant de la commune de Petit-Caux depuis 2002.





« Si je suis pour le nucléaire c'est pour deux raisons: d'abord parce que c'est une énergie décarbonée, et qu'il nous faut du courant, mais aussi parce que il y a des retombées économiques sur mon territoire. On touche autour de 26 millions d'euros de la centrale, pour 10,000 habitants. »

Patrice Philippe, 69 ans, maire de la commune de
Petit-Caux

« Ce qui est fou c'est qu'avec tout l'argent dont nous disposons on n'a même pas été capables de construire un abri anti-atomique pour la population. »

Roland Plouard, 66 ans, fils d'agriculteurs, vit à St Martin plage puis à Berneval plage, a travaillé dans le secteur des chantiers navals avant de monter son entreprises dans la bureautique.







« Les questions sont rapidement étouffées ici. Là où il y a une industrie nucléaire, le nucléaire n'existe pas. Il est caché derrière la falaise, et on n'en parle plus. »

Christiane Lamiraud, 62 ans, est éducatrice spécialisée. Elle vit dans le village balnéaire de Saint-Martin en Campagne, à un kilomètre de la centrale, et nage dans la Manche tous les jours.





« Je n'ai pas peur, sinon, je ne serais pas venu vivre ici. »

Charlotte Carel, 37 ans, travail à la centrale.

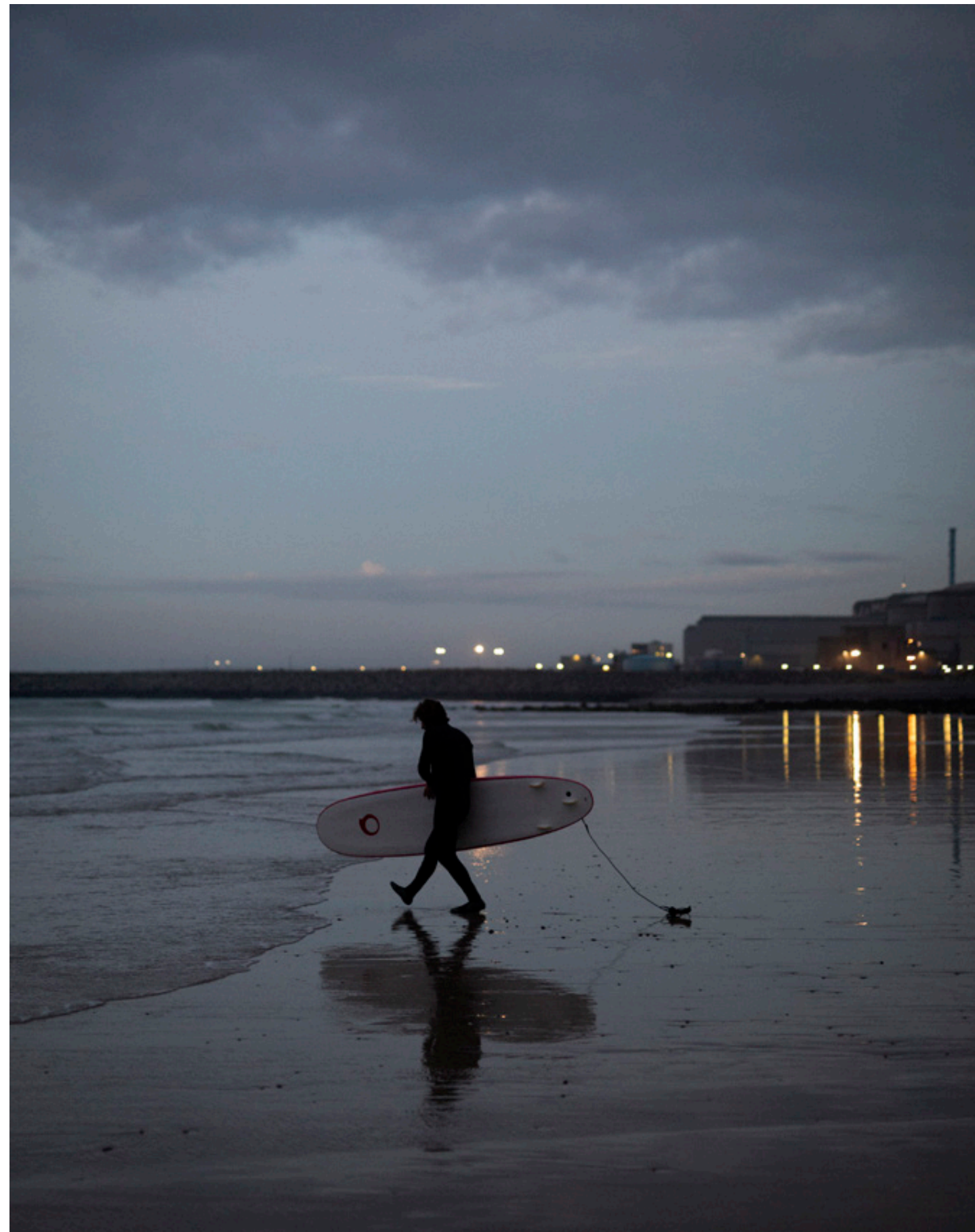


« Je vais perdre une partie de mes terres. L'Etat va nous donner des terres ailleurs en échange, mais ce n'est pas pareil. Quand la terre appartient à la même famille et est cultivée depuis des générations, ce n'est pas si facile. La terre est ancré dans notre vie, notre culture, notre histoire. Nous n'aimons pas que l'on touche à nos terres. »

Tony Ferment, agriculteur à Derchigny, à environ 4 kilomètres de la centrale de Penly.

« Je me suis installé ici parce que c'est un endroit paisible et qu'il y règne une atmosphère de vacances. Maintenant, les travaux de construction sont partout, pour préparer le chantier des nouveaux réacteurs. Pour la première fois, je me suis demandé si je devais partir... »

Jérôme Baca, 44 ans, habitant de la commune de Petit-Caux depuis 2003.





RTS Réseau de Transport d'Électricité

AVIS DE CONCERTATION PRÉALABLE DU PUBLIC

DU 23/11/2022 AU 17/02/2023

En application des articles L.121-6, L.121-8, L.121-14, L.121-15-1 et suivants, R121-2 et R.121-19 et suivants du code de l'énergie

CONSTRUCTION D'UNE LIGNE ÉLECTRIQUE AÉRIENNE À DEUX CIRCUITS 400 000 VOLTS ENTRE AMIENS ET PETIT-CAUX

1. Objet de la concertation préalable du public
La société RTE, Réseau de Transport d'Électricité, dont le siège est situé 100, boulevard de France - 75014 Paris La Défense (75014), organise une concertation préalable du public dans le cadre de l'élaboration du projet de création d'une ligne électrique aérienne à deux circuits 400 000 volts entre Amiens (92) et Petit-Caux (78).

Ce projet fait l'objet d'une concertation préalable en application de l'article L. 121-15-1 1° du code de l'énergie et selon des modalités définies dans le regard des conditions prescrites par l'article L. 121-16 du même code.

2. Initiative de la concertation
La concertation préalable est une procédure réglementaire encadrée et organisée par le CNCP en vertu de l'article L.121-6 du code de l'énergie, sous l'égide de son garant de la concertation, Monsieur Marie-Claire Eustache, membre titulaire du conseil d'administration et Président. Contact : marie.claire.eustache@rte-france.fr et marie.claire.eustache@rte-france.fr, approuvé par la Commission nationale de l'accès au service universel de l'électricité (CNSAE).

3. Durée de la concertation préalable du public
Du mercredi 23 novembre 2022 au vendredi 17 février 2023 inclus.

4. Déclarer et modalités de la concertation préalable du public
Le dossier de concertation du projet est disponible, pendant la durée indiquée, en format papier lors des temps de concertation et d'échanges ainsi que sur le site internet du media d'ouvrage dédié au projet <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux>.

Durant toute la durée de la concertation préalable, le public est invité à déposer ses observations et soumettre ses propositions.

5. Modalités de concertation
- **Site internet dédié** : <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux>, qui héberge une plateforme participative.
- **Site internet d'adresses** : <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux>
- **Carte** : À l'attention de Mme Françoise, Mme Cassia et M. Stéphane Piquet Amiens Petit-Caux 240 Bd Saint-Claude 80001 Paris.
- **Boîte postale** en renvoyant la carte postale adressée au Rur Amiens dans les communes.
Des temps de concertation et d'échanges seront organisés :
Des réunions publiques
- le mercredi 23 novembre, à Beauvais de 19h30 à 21h30
- le mardi 29 novembre à Beauvais de 19h30 à 21h30
- le mercredi 7 décembre à Compiègne de 18h00 à 20h00
- le mardi 11 décembre à Compiègne, de 18h30 à 20h30.

Des ateliers dédiés
Du 27 novembre au 3 décembre : Amiens en mobilité.
- le dimanche 27 novembre entre 09h30 et 20h00 à la Ferme Saint-Clement, Amiens.

6. Engagement libre de la concertation continue
Dans les deux mois qui suivent la parution du bilan de la concertation, RTE se fera les engagements, indiqués les échéances qui jugent nécessaires de media en place pour tenir compte des engagements libre de la concertation. Ce document sera mis en ligne sur le site <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux> et sur celui de la CNSAE <https://www.cncp.fr>.

7. Bilan de la concertation
Au terme de la concertation préalable, les garanties établies en bilan de public et dans un état d'art mis. Ce bilan comportera une synthèse des observations et propositions présentées et, le cas échéant, mentionnera les décisions du projet qui résulteront de la concertation préalable. Le bilan sera mis en ligne sur le site <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux> et sur le site de la CNSAE <https://www.cncp.fr>.

8. Engagement libre de la concertation continue
Dans les deux mois qui suivent la parution du bilan de la concertation, RTE se fera les engagements, indiqués les échéances qui jugent nécessaires de media en place pour tenir compte des engagements libre de la concertation. Ce document sera mis en ligne sur le site <https://www.rte-france.com/tema-petitecaux> et sur celui de la CNSAE <https://www.cncp.fr>.

Dans le cadre de l'article L. 121-14 du code de l'énergie, le CNCP (organisme agréé) garantit par ce bilan l'information et la participation du public ainsi que le respect au bilan et l'ouverture du processus public à RTE, afin de poursuivre le projet à l'issue de la concertation préalable. Cette nouvelle phase de participation continue se fonde sur les engagements, les engagements de media d'ouvrage et l'avis que le CNCP aura rendu, sur la qualité de ces engagements.

Cet avis de concertation préalable du public sera publié dans la presse locale, et affiché dans les mairies à partir du 8 novembre 2022.



« Penly est un village sacrifié. »

Rémy Carpentier, 68 ans, est un grutier à la retraite, qui a travaillé à la construction des centrales de Penly et de Paluel. Il vit dans le village de Penly, à environ 1 km de la centrale.

ZONES À RISQUE

#5: FESSENHEIM



« On a cru qu'à EDF c'était facile de recaser tout le monde, mais on découvre aujourd'hui qu'il y a des hics... et j'en suis un. Je serai bientôt au chômage. »

Yannick Méal, 49 ans, est agent de sécurité à la centrale. Maintenant que le combustible nucléaire a été retiré du site, son unité sera dissoute.





« C'est dégueulasse de la fermer. Tout ça pour faire de la politique. C'est dégueulasse. »

Martine Herod, 61 ans, habite à 1 km de la centrale de Fessenheim, et y a travaillé jusqu'en 2020, date de la fermeture des deux réacteurs.



« La fermeture est une décision politique hors sol, qui nous frappe, avec des conséquences économiques énormes, des familles qui vont exploser, qui vont devoir quitter un territoire dans lequel elles se sont enracinées... »

Raphaël Schellenberger, 32 ans, est député (LR) de la quatrième circonscription du Haut-Rhin.



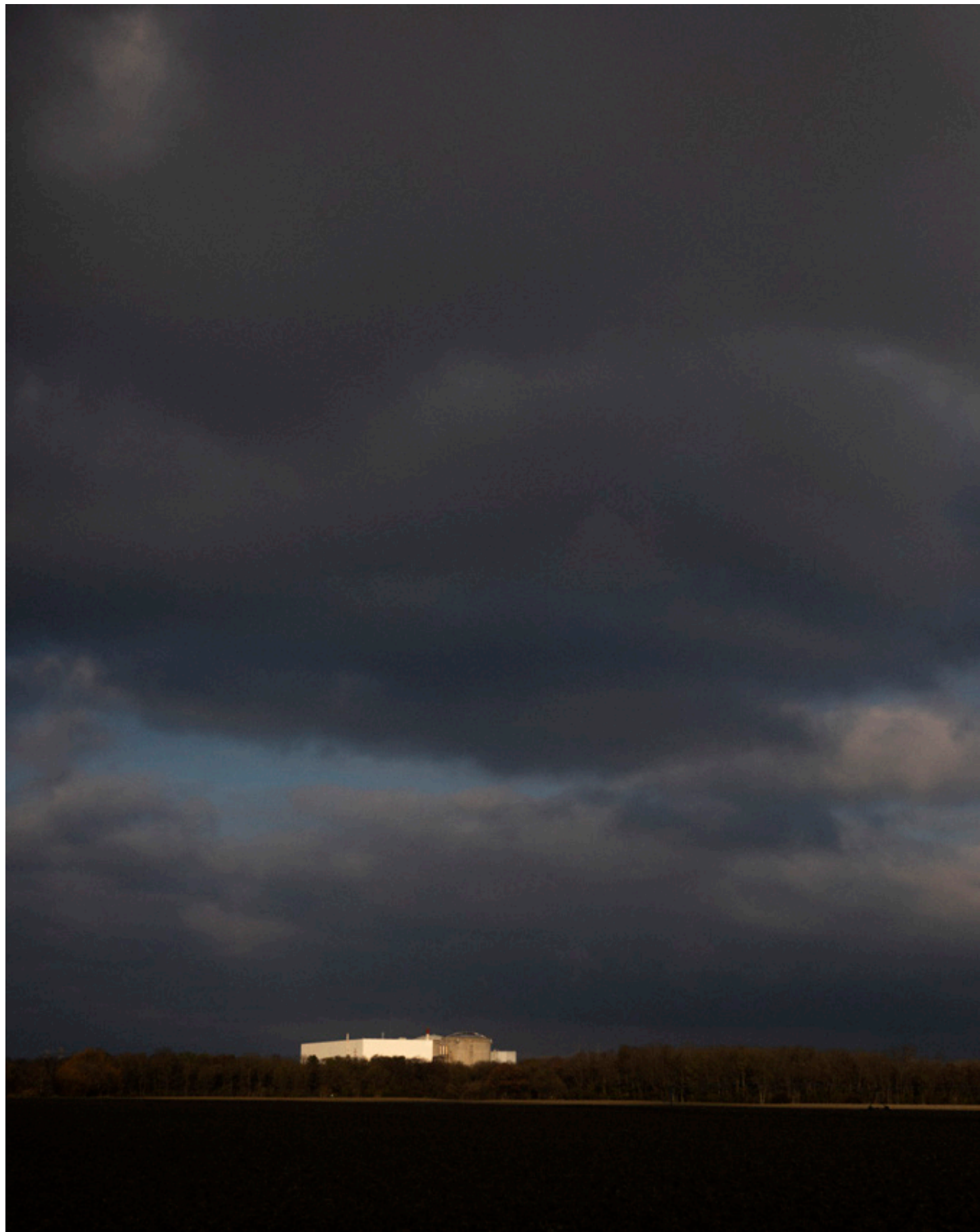




**« Pour l'instant, je vais rester
ici. Après, on verra. »**

Gilles Elbisser, 36 ans, est né à Fessenheim, et à travaillé à la centrale pendant 9 ans. Il se retrouve aujourd'hui à Pôle emploi.





«J'ai une boutique, alors bien sûr j'ai la trouille pour l'avenir. C'est dur de voir les gens qui se sont installés ici pour la centrale, et qui maintenant s'en vont.»

Peggy Planchat, 49 ans, est la petite-fille du maire qui a fait campagne pour l'implantation de la doyenne des centrales nucléaires française à Fessenheim. Elle a grandi dans le village, et est aujourd'hui propriétaire d'un salon de coiffure.







« La municipalité a perdu les revenus du nucléaire, et propose de construire une rampe de déchargement de déchets radioactifs à quelques mètres de chez nous. Cela nous fait très, très peur. »

Michèle Furstoss, 53 ans, est démineuse de la sécurité civile, chargée de la neutralisation des munitions de guerre et des engins explosifs destinés à des attaques terroristes. Elle vit dans le village de Nambenheim, à quatre kilomètres de l'ancienne centrale nucléaire de Fessenheim.







« Sur un plan écologique et climatique, c'est une aberration de couper des forêts. C'est montrer la puissance de l'État et de l'industrie nucléaire en France. »

Gabriel Weisser, 55 ans, est professeur d'histoire et vit à Blodelsheim, à 4 kilomètres de la centrale nucléaire.





2005 - création de MYOP par Guillaume Binet et Lionel Charrier
2006 - deux photographes du collectif sont exposés aux Rencontres d'Arles
2011 - « MYOP in » Arles #1, rue de la Calade
2011 - publication de « Révolutions » sur les Printemps Arabes, éditions MYOP
2012 - projet « Clichés de campagne » sur la campagne présidentielle
2014 - « MYOP in » Arles #2, rue de la Calade
2015 - « MYOP in » London et « MYOP in » Perpignan avec Visa pour l'Image
2015 - « MYOP in » Paris pour les 10 ans du collectif
2016 - le photographe Stéphane Lagoutte prend la direction de l'agence
2017 - publication de « Politiques Paillettes », aux Editions Robert Laffont
2018 - « MYOP in » Arles#3, rue du Cloître
2019 - « MYOP in » Arles#4, rue du Cloître
2020 - publication de « Sine Die », aux Editions André Frères
2021 - « MYOP in » Arles#5, Cour de l'archevêché et Galerie Henri Comte
2021 - exposition collective « Double Peine » à Visa pour l'Image
2021 - exposition collective « Back to Black » à Stimultania
2022 - « MYOP in » Arles #6, Cour de l'Archevêché
2022 - exposition collective « la Carte n'est pas le Territoire » en Corée du Sud
2023 - publication de « Ukraine Fragments », Manuella Editions

Agence MYOP

15, rue de l'Aqueduc

75010, Paris

bureau@myop.fr

+33 1 42 33 82 35

